

DE LA SANTE DE VOS PIGEONS
 ... dépend le succès aux prochains concours.
 Rappeler-vous que nous trouverons toujours les meilleurs colombophiles de toutes marques: Damiens, Rige, Flamier, Fichet, Pigeon, etc., etc., à la Pharm. du Progrès
A. DELABRE, Pharm.
 163, Grande-Rue, 163
ROUBAIX

Journal de Roubaix

DIRECTRICE: MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

AMEUBLEMENTS
 DÉCORATION
MERCIER
 179, Rue Nationale
 LILLE
 LUSTRIERIE
 PAPIERS PEINTS

ABONNEMENTS

Nord et limitrophes.....	3 mois, 22.00;	6 mois, 40.00;	1 an, 76.00
Aux autres départements.....	28.00;	48.00;	86.00
Alsace, Lorraine, Moselle.....	28.00;	48.00;	86.00
Caion Postal: Tarif A.....	28.00;	48.00;	86.00
Tarif B.....	30.00;	50.00;	90.00

ANNONCES

ROUBAIX.....	62 & 71, Grande-Rue, Tél. 24, 2.00 et 19.00, Esp. 2.
TOURCOING.....	22, rue Carnot, Tél. 57.
LEZ-TOURNAI.....	1, rue Faidherbe, Tél. 57.07.
PARIS.....	13, boulevard des Italiens, Tél. Louvre 09.49.
MOULIN.....	105, rue de la Station, Tél. 5.44.

BILLET PARISIEN
Notre programme naval

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)
 PARIS, 18 JUIN (MINUIT).
 La Chambre ayant continué cette après-midi la discussion du projet de loi relatif au programme naval, une controverse s'est engagée entre le Gouvernement, représenté par M. Dumont, ministre de la Marine, et plusieurs députés, notamment M. Paul-Boncour, qui a critiqué assez durement la nouvelle tranche du programme naval comportant la construction d'un vaisseau de ligne de 23.000 tonnes.
 Cette controverse fait suite aux polémiques engagées entre techniciens, les uns étant partisans des grosses unités, les autres préférant les petites unités, surtout les sous-marins.
 A cet égard, les champions du sous-marin ont été de terrain depuis quelques années. Pour un pays comme la France qui a surtout besoin de protéger ses liaisons coloniales et qui ne peut envisager la mise en chantier d'une marine considérable et onéreuse, le sous-marin peut passer pour l'arme défensive et idéale. Mais, peu à peu, les idées des techniciens se modifient, on revient aux grosses unités, non pas certes aux mardelottes d'après la guerre, mais à des croiseurs rapides et pourtant capables de supporter des équipements de grands bâtiments de ligne.
 Cette évolution s'est fait sentir particulièrement et les puissances ont modifié dans ce sens que nous venons d'indiquer leur programme de constructions navales. La France ne pouvait ignorer, surtout après le lancement par nos anciens ennemis d'un « croiseur de poche », le DEUTSCHLAND, et après le budget adopté au Reich qui comporte huit cuirassés et huit croiseurs, alors que le Traité de Versailles n'en accordait à l'Allemagne que six.
 Sans doute, les sous-marins et les autres unités en général concourent malgré tout des partisans, mais nous ne serions pas plus à notre aise pour plaider à la Conférence de désarmement la cause du sous-marin que nous y serions libres d'y plaider la cause des cuirassés.
 Quel qu'il en soit, le problème du désarmement naval, pourtant plus facile à résoudre que celui des armées terrestres, apparaît encore comme non résolu. Il est d'ailleurs éminemment compliqué par les agissements de l'Allemagne; nos voisins d'outre-Rhin qui n'auraient dû s'arrêter pour continuer les versements du plan Young en touchant, avec la complaisance des partis qui se disent démocratiques, pour le payer des vaisseaux de guerre. Nous sommes bien obligés de compter avec toutes ces réalités.
 Ce qui ne nous empêche pas de proclamer haut et fort le principe de la Marine, que nous ne ferons pas tous les efforts possibles pour apporter une base concrète de travail à la Conférence générale de désarmement.

LETTRE DE BRUXELLES
Esprit nouveau

(DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER)
 BRUXELLES, 18 JUIN 1931.
 Le Gouvernement a eu sa majorité aujourd'hui. Socialistes, frontistes, une fois de plus, ont voté contre lui. Quelques libéraux se sont abstenus; deux ou trois lui ont refusé confiance, parce qu'ils ne croient pas que le Gouvernement sera de taille à faire respecter les droits des Wallons et à opposer une résistance sérieuse à la force conquérante de la Flandre. Les déclarations apaisantes de MM. Renkin, Poulet, Van Cauwelaert et Sap ne les ont point satisfaits. N'importe, le Gouvernement a une majorité suffisante pour travailler.
 A Droite, toute la députation a fait bloc. Chez les socialistes, une grosse majorité existe pour la solution de la question flamande; s'ils n'ont pas obtenu de marcher militairement et par ordre contre le Gouvernement, ils auraient adhéré au programme de celui-ci.
 En réalité, un esprit nouveau a soufflé sur la Chambre. On a dit ici, la semaine dernière, qu'un jour marquant avait été pour la Flandre. M. Carton de Wiart, ancien chef du Cabinet, et qui combattit même la flamandisation de l'Université de Gand, en appelant à son crime contre l'esprit, reconnaît cette évolution des esprits et il s'en félicite. « A vrai dire, dit-il, nombreux sont ceux qui, instruits par la réflexion, ont mieux compris le sens profond du mouvement flamand et qui, demeurant hostiles à toute contrainte injustifiée, reconnaissent cependant que la cause de l'unité nationale gagnera, bien plus qu'elle ne pourrait perdre, à voir consacrer et protéger par la loi l'attachement de nos populations du Nord à la langue flamande et l'attachement de nos populations du Sud à la langue française. »
 Les débats parlementaires et journalistiques de ces derniers jours confirment l'existence d'un grand courant de bonnes volontés attentives à donner au problème linguistique, dans le cadre national, une solution qui donne satisfaction à tous, sans alarmer personne.
 Même l'idée, assez répandue dans ces derniers temps en Wallonie, qu'il fallait laisser les Flamands arranger seuls leur destinée, comme ils l'entendent, a perdu considérablement de terrain. M. Van Cauwelaert, le premier, au Parlement, s'est énergiquement élevé contre elle. A l'examen, elle a paru insoutenable. Elle n'a que l'apparence de la sécurité au jourd'hui, et brève plus profondément entre les deux races la tranchée qu'elle semble appeler à combler.
 En effet, si on ne peut pas être indifférent à la Wallonie, heureuse au malheur; de même que le sort de la Wallonie ne peut laisser un Flamand insouciant. La Flandre et la Wallonie séparées sont vouées au pire destin. La Flandre et la Wallonie souffrent et profitent réciproquement du malheur ou du bonheur de l'autre. C'est comme dans une famille. Le père, la mère et les enfants sont solidaires de la peine ou de la joie d'un membre du foyer.
 M. Renkin et hier encore, M. Carton, député de Tournai, ont mis en lumière cette interdépendance féconde des deux races et la nécessité, pour toutes les deux de collaborer avec joie à résoudre ensemble la question linguistique. C'est cet esprit nouveau qui va dominer les jours qui vont suivre et faire que la confiance donnée, cette après-midi, au Gouvernement, ne sera pas une formalité politique, mais une proclamation nationale de paix et d'union.

LA REINE DE HOLLANDE A PARIS



LA REINE DE HOLLANDE PASSE LA REVUE DE LA GARDE D'HONNEUR A L'ELYSEE (Wide World photos)

Paris, 18 juin. — La reine de Hollande, venant de Chevreuse et allant à l'Exposition coloniale, s'est arrêtée un peu avant onze heures à l'arc de triomphe de l'Étoile. Un discret service d'ordre avait été établi, et les honneurs ont été rendus.
 La souveraine qui était accompagnée du prince consort et de la princesse Juliana, s'est un instant recueillie devant la pierre tombale sur laquelle, en son nom, ont été déposés des fleurs. La souveraine et le prince des Pays-Bas ont apposé leurs signatures sur le livre d'or.
 A l'Exposition coloniale, elle a été saluée à la porte d'honneur, par M. Paul Reynaud, ministre des Colonies; le maréchal Lyauté, commissaire général; le gouverneur général Olivier, délégué général, etc...
 La Reine ayant pris place dans un auto avec la princesse Juliana et le maréchal Lyauté a parcouru rapidement l'Exposition. Devant chaque pavillon se tenaient les commissaires, les indigènes en costume et les troupes coloniales. La visite s'est terminée, à 12 h. 30, au pavillon hollandais devant lequel une foule tumultueuse a longuement acclamé la Souveraine.

LA GREVE DU TEXTILE

De nouvelles entrevues auront lieu aujourd'hui au Ministère du Travail

La parole est aux pouvoirs publics

Des nouvelles entrevues auront lieu aujourd'hui vendredi, à 10 h. 30 au Ministère du Travail à Paris.
 Les délégués des Syndicats libres et cégétistes y sont convoqués ainsi que la Commission Intersyndicale patronale.
 Contrairement à ce qu'on avait cru tout d'abord, les industriels indépendants du Consortium n'ont pas été invités.
 A la suite des pourparlers conduits à Lille par M. le Préfet du Nord et qui mirent en contact les délégués ouvriers et le groupe des patrons non affiliés au Consortium, tous les espoirs sont permis pour une prochaine entente dans une partie du textile.
 C'est sans doute pour essayer de trancher le différend qui subsiste entre la Commission intersyndicale et les syndicats ouvriers, que M. Landry appelle aujourd'hui patrons et ouvriers.
 On sait, d'autre part, que les usines ouvriront leurs portes lundi prochain. Que feront les Belges?
 On sait qu'ils se considèrent et sont considérés par le Gouvernement comme étrangers et non comme grévistes, et ne perdront pas la possibilité de secours que leur vaut cette appellation s'ils refusent de rentrer dans leurs usines lorsque celles-ci ouvriront leurs portes?
 Mais d'autre part, en cas de reprise partielle, les revendications des grévistes des textiles qui refusent de rentrer dans leurs usines lorsque celles-ci ouvriront leurs portes?
 Les délégués des grévistes qui n'ont pas les mêmes avantages, n'ont pas le même point de vue.

Une déclaration de M. Blain secrétaire des Syndicats libres

Nous avons pu rencontrer hier M. Blain, secrétaire des Syndicats libres et nous lui avons demandé quelques précisions sur la demande d'arbitrage adressée par des syndicats à M. Lanperon, préfet du Nord.
 M. Blain a tenu d'abord à préciser que si, à différentes reprises, les Syndicats libres dans des entrevues officielles ou par lettre, avaient signalé l'état d'un arbitrage, aucune demande formelle n'aurait été déposée par les Syndicats libres jusqu'à ce jour.
 « Dans l'état où se trouve actuellement les choses, a ajouté M. Blain, l'ensemble des ouvriers désire voir se terminer la grève au plus tôt par un accord honorable et par des garanties d'avenir.
 « Les Syndicats libres qui, depuis le début du conflit n'ont cessé d'agir en vue d'une solution conciliatrice, croient que le moment est particulièrement favorable pour terminer la grève sur des bases d'accord.
 « La question de travail a été préparée depuis longtemps déjà par de nombreuses ententes officielles; l'intervention des patrons indépendants a fait avancer le problème. L'heure est donc venue pour chacun de présenter des propositions définitives. Il ne peut subsister grand écart, déclare M. Blain, entre les propositions de l'un et de l'autre, et par conséquent un arbitrage pourrait désormais utilement régler le conflit.
 « Lorsque l'on songe aux misères de plus en plus profondes qui atteignent une multitude de familles ouvrières, c'est un devoir de véritable humanité que de faire tout ce qui est possible pour résoudre au plus tôt la grève générale de l'industrie textile.
 « En dehors de la solution qui s'impose immédiatement, il faut aussi prévoir l'organisation de rapports entre les groupements ouvriers et patronaux, pour qu'à l'avenir la véritable camaraderie qui règne entre les grévistes soit chargée à notre région textile.
 « Et M. Blain conclut ainsi:
 « Aussi bien dans l'ordre économique que dans celui du coût de la vie et aussi dans celui des conditions de travail, il y a une tâche considérable qui peut être menée à bien par les syndicats ouvriers et patrons, pourvu que les uns et les autres soient animés par un esprit de collaboration et de compréhension mutuelle. Cette tâche d'avenir s'impose absolument pour le bien de tous. Nous voulons espérer que personne n'y faille. »

LE « JOURNAL DE ROUBAIX » EN AUTRICHE



(Wide World photos) M. ESNER qui a été chargé de fermer le Cabinet

Deux empoisonneuses ont été pendues en Hongrie

Budapest, 18 juin. — Deux des empoisonneuses récemment condamnées à mort: Rosa Szabo et Anna Czordas, ont été pendues à Solok.
 Les deux détenues avaient été dressées par le bourreau au milieu de fines bandes de fleurs. Rosa Szabo passa sa dernière nuit en poussant des cris affreux et en protestant de son innocence.
 Au moment où elle aperçut la potence, elle tomba dans un tel état de prostration, qu'il fallut la porter au supplice.
 Quant à Anna Czordas, elle se mit à pousser des cris, et tenta de s'enfuir. Après avoir violemment frappé ses gardiens, elle parvint, un instant, à se libérer. Ce n'est qu'après une lutte vive que les aides du bourreau parvinrent à la conduire sous la potence. Le bourreau lui-même fut tellement impressionné par cette scène, qu'il ne put retenir ses larmes.

Les obsèques de cinquante victimes du « Saint-Philibert » ont eu lieu hier à Nantes



(Wide World photos) M. ESNER qui a organisé les premiers secours

Nantes, 18 juin. — Ce matin, à 9 h. 30, ont eu lieu les obsèques des victimes de la catastrophe du « Saint-Philibert ». Sur 77 corps retrouvés, 7 ne sont pas encore identifiés; 20 autres ont été réclamés par les familles pour être enterrés isolément; 50 ont été enterrés collectivement.
 Dans la cour du château, les cercueils avaient été placés sur des fourrages garnies de fleurs et ornées de draperies noires et argent.
 A 9 h. 15, le cortège se forme. Un piquet de la garde mobile est en tête, suivi de la musique municipale. Puis viennent les cercueils; ceux des protestants, suivis par le pasteur; ceux des catholiques, précédés par le clergé. Vient ensuite le rabbin, puis les chars funéraires des victimes dont le caractère des obsèques n'a pas été déterminé par les familles.
 Les autorités civiles et militaires sont rassemblées dans la cour, autour d'une petite tribune ornée de noir et argent, où vont être prononcés les discours.
 « Remarque, notamment: MM. de Chappedelaine, ministre de la Marine; Briand, ministre des Affaires étrangères; Cassagnac, maire de Nantes; les parlementaires, les autorités, etc...
 Le pasteur protestant et le rabbin prononcèrent les prières, puis adressèrent un dernier adieu aux victimes.
 Après eux, M. Le Fer de la Motte, évêque de Nantes, entouré de ses chanoines, vint bénir les cercueils et saluer les ministres et le maire, et leur offrir ses condoléances.
 Huit discours sont prononcés: d'abord par le maire de Nantes et le maire de Saint-Nazaire, qui a organisé les premiers secours.

En jouant avec un fusil un enfant de dix ans tue son frère de six ans et accuse une voisine

Jeudi, à 9 h., un ouvrier agricole, M. Pierre Pagès, âgé de 43 ans, demeurant à Saumet, près de Fronton (Haute-Garonne), se présentait à la gendarmerie pour déclarer, que son fils Antoine, âgé de six ans, venait de succomber des suites des coups et blessures portés par une voisine, M^{lle} Pétronille Miquel.
 Mais s'en tenir là ne serait pas suffisant. Nous avons un autre devoir: c'est, dans toute la mesure des possibilités humaines, d'écrire que pareil drame recommence. L'événement: du 14 juin nous est la preuve que la législation et les règlements actuels sont insuffisants.
 Les Pouvoirs publics s'efforcent d'atténuer les misères matérielles, mais semblent tragédies laisser toujours derrière elle des préjudices moraux qui

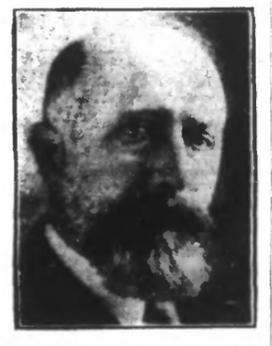
Le Président du Conseil met une somme de 400.000 francs à la disposition des familles des victimes

M. Pierre Laval, président du Conseil, a mis à la disposition du préfet de la Loire-Inférieure une somme de quatre cent mille francs, à titre de secours à répartir entre les familles nécessiteuses victimes de la catastrophe du « Saint-Philibert ».



LE REMORQUEUR « AURICH » EXPLORANT LES LIEUX DU SINISTRE, QUE MARQUE UNE BOULÉE

DANS LA MARINE



(Photo H. Maréchal) LE VICE-AMIRAL VINDRY, inspecteur général des forces maritimes de la Méditerranée

Le câble reliant le Nautilus au Wyoming s'est rompu

Washington, 18 juin. — Le câble reliant le Nautilus au Wyoming s'est rompu ce matin et quelques heures de l'avant du sous-marin ont été arrachées. On est parvenu, toutefois, à rattachier rapidement les deux navires et le Wyoming, qui se trouve à 570 milles de Queenstown, continue sa route à une vitesse de 8 nœuds.

Des bandits volent pour 4 millions de bijoux à une New-Yorkaise

New-York, 18 juin. — Un vol d'une rare audace a été commis à 10 h. du matin, dans un des quartiers les plus fréquentés de New-York. Trois bandits se sont introduits chez Mrs Stanwood Menken, connue dans la société new-yorkaise pour sa splendide collection de bijoux.
 Ils sonnèrent à l'entrée de service avec une énorme gerbe de fleurs destinée, disaient-ils à Mrs Menken, et demandèrent à la bonne de leur ouvrir encore. Ils la réveillèrent et, sous la menace de leurs revolvers, la forcèrent à ouvrir le coffre-fort, contenant la plus grande partie de ses bijoux. Ils y firent les pilleurs et les pillés, puis disparurent prestement.
 Les bijoux volés valent quatre millions de francs.

L'ESPIONNE



(Wide World photos.) CILLY AUSLANDER espionne à la solde des Soviets, vient d'être condamnée à douze ans de prison en Roumanie. Cette jeune Viennoise avait organisé, aidée de deux ingénieurs roumains, un service d'espionnage. Grâce à son intelligence exceptionnelle, elle réussissait à attirer dans ses griffes un grand nombre de personnalités éminentes, membres du Gouvernement, de l'armée, de la police, etc. obtenait alors de ses victimes tout ce qu'elle pouvait soupçonner son rôle des informations dont les Soviets tiraient le plus grand profit.